

Brochure n° 3617 | Convention collective nationale

IDCC : 7018 | **ENTREPRISES DU PAYSAGE**

## Avenant n° 28 du 4 juin 2020

NOR : AGRS2097129M

IDCC : 7018

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Union nationale des entreprises du paysage UNEP ;**

**Chambre nationale des artisans des travaux publics et du paysage CNATP,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;**

**Fédération nationale agroalimentaire et forestière FNAF CGT ;**

**Fédération générale de l'agroalimentaire FGA CFTD ;**

**Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;**

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FGTA FO,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Par le présent avenant, dans le contexte de la crise liée à la pandémie du Covid-19, les organisations syndicales représentatives des salariés ainsi que les organisations patronales représentatives au plan national, ont souhaité mettre en place un dispositif à caractère temporaire et d'application immédiate consistant à aligner le délai de carence de la garantie incapacité temporaire de travail, pour l'ensemble des arrêts de travail indemnisés par le régime de base obligatoire dont la date de survenance intervient à compter du 16 mars 2020 jusqu'au 30 avril 2020, sur celui appliqué par le régime de base obligatoire, et à ne pas appliquer pour lesdits arrêts la condition d'ancienneté habituellement requise.

Par ailleurs, il est précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent accord ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Par dérogation au paragraphe *a* de l'article 15 « Ancienneté », et pendant une période temporaire, précisée ci-dessous, les dispositions suivantes s'appliquent :

#### **Ancienneté requise pour ouvrir droit à la garantie incapacité temporaire de travail**

Mesure exceptionnelle et temporaire liée à la pandémie du Covid-19 :

- pour l'ensemble des arrêts de travail survenus du 16 mars 2020 au 30 avril 2020 et définis au paragraphe *b*, leur prise en charge au titre de la garantie incapacité temporaire de travail interviendra sans appliquer la condition d'une année d'ancienneté continue ou discontinue requise en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Par dérogation au paragraphe *b* de l'article 15 « Délai de carence », et pendant une période temporaire, précisée ci-dessous, les dispositions suivantes s'appliquent :

#### **Délai de carence de la garantie incapacité temporaire de travail**

Mesure exceptionnelle et temporaire liée à la pandémie du Covid-19 :

Pour l'ensemble des arrêts de travail survenus du 16 mars 2020 au 30 avril 2020, leur prise en charge au titre de la garantie incapacité temporaire de travail interviendra simultanément à la prise en charge par le régime de base obligatoire, sans condition d'ancienneté.

Sont concernés par cette mesure à caractère temporaire, sur justificatifs :

#### **■ Les arrêts de travail de droit commun (liés à la maladie du Covid-19 ou non).**

Par conséquent, la prise en charge desdits arrêts de travail au titre de la garantie incapacité temporaire de travail interviendra :

- pour les arrêts indemnisés par le régime de base obligatoire et survenus du 16 mars au 23 mars 2020 : à compter du 4<sup>e</sup> jour d'arrêt de travail, soit simultanément à leur prise en charge par le régime de base obligatoire ;
- pour les arrêts indemnisés par le régime de base obligatoire et survenus du 24 mars au 30 avril 2020 : à compter du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt de travail, soit simultanément à leur prise en charge par le régime de base obligatoire.

#### **■ Les arrêts de travail dérogatoires liés au Covid-19, mis en place notamment par le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020, c'est-à-dire justifiés par les situations suivantes :**

- isolement, éviction, maintien à domicile ;
- parents d'enfant(s) de moins de 16 ans dont l'établissement scolaire est fermé ;
- parents d'enfant(s) en situation de handicap sans limite d'âge ;
- personnes dont l'exposition au virus les rend particulièrement vulnérables et dont la liste est fixée par le haut conseil à la santé publique ;
- personnes vivant avec une personne vulnérable susmentionnée.

Par conséquent, la prise en charge desdits arrêts de travail au titre de la garantie incapacité temporaire de travail interviendra :

#### **■ Pour les arrêts indemnisés par le régime de base obligatoire et survenus du 16 mars au 30 avril 2020 : à compter du 1<sup>er</sup> jour d'arrêt de travail, soit simultanément à leur prise en charge par le régime de base obligatoire.**

Toutes les autres dispositions relatives à la garantie incapacité temporaire de travail auxquelles il n'est pas dérogé s'appliquent sans changement.

Le coût associé au financement de ce dispositif dérogatoire et temporaire sera, pour l'ensemble des entreprises adhérentes à l'organisme assureur recommandé, supporté par le régime.

## **Article 2 | Entrée en vigueur**

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur dès sa signature. Ces dispositions dérogatoires et temporaires cesseront de plein droit au 30 avril 2020.

## **Article 3 | Dépôt et extension**

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

*Fait à Paris, le 4 juin 2020.*

(Suivent les signatures.)